# Etats généraux : de l'eau sur le feu !

*Suite à l'AG du 14/12/2010, les personnels des CDAS ont voté pour passer à la 2ème étape des Etats généraux (EG), sous certaines conditions (cf. tract de l'intersyndicale). L'eau est sur le feu et, le menu des réflexions donné, les professionnels devront servir leurs propositions en juin…*
*SUD suit mais s'inquiète et attire votre attention sur ce que nous voulons éviter : des EG occupant les esprits et les calendriers qui occultent la revendication sur les moyens et qui éteignent toute flamme de révolte dans les CDAS. Ainsi, depuis la rentrée, une paix sociale retrouvée permet au Président d'aborder sereinement sa campagne électorale et aux Directeurs généraux de parachever leur Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC).*

***SUD poursuit sa participation dans la co-organisation des EG, mais ne compte pas rester 6 mois les deux pieds dans le même sabot !***

## Retour sur la journée du 6 décembre (J1)

Pour les professionnels ayant assisté à cette journée, les retours sont majoritairement positifs : intervenants extérieurs, échanges et réflexions.
Les thèmes évoqués dans les questionnaires en octobre ont pu pour partie être repris : évolution de la demande sociale corrélée aux inégalités territoriales, les contraintes du politique, la transformation des métiers de l'action sociale, une organisation en tension, le souhait de l'activation de l'expertise des travailleurs sociaux et médicaux…
Les votations ont pu semer le trouble mais leurs résultats soit annoncent des débats à mener (priorités politiques, ciblage et responsabilisation des usagers, harmonisation des pratiques, coordination interne…), soit soulignent les difficultés (gestion des ressources humaines, manque de concertation des décideurs avec les professionnels et les usagers…)

## Les 2/3 des personnels de CDAS absents

Seulement 400 agents ont répondu à l'invitation, parmi eux 73% de travailleurs sociaux ou médicaux. Comment l'expliquer ?

- Beaucoup de résignation qui trouve son origine dans les efforts donnés dans des groupes de travail où les préconisations des professionnels ne sont pas totalement reprises dans les conclusions (ex : fiche de poste des REF) ou jetées aux oubliettes (ex : référentiels).
- Absorbés par la charge de travail, les temps de réflexion passent à la trappe (alors qu'ils font partie du temps de travail !).
- La Direction n'a pas donné de signes qui auraient permis à certains de ''s'autoriser'' à s'extraire de leurs tâches et lieu de travail.

## Continuons la route des EG...

SUD maintient sa participation à la co-organisation des EG avec l'intersyndicale. D'une part, parce qu'elle en est l'initiatrice, d'autre part pour veiller au respect des attentes des professionnels. Nos interventions aux comités de pilotage rappelle nos différences : dissociation d'avec le Nouveau Projet de Vie Sociale (NPVS)*, place des encadrants dans les groupes de travail, décloisonnement des territoires, moyens pour permettre la participation.

## … mais regardons dans le rétroviseur !

A l'heure de la GPEEC et d'une politique à moyens constants, les CDAS ont leur mot à dire ! Si des postes vont être redéployés, ils le seront sur des secteurs où l'administration aura fait ses propres comptes. Au CPT du 6 janvier portant sur la GPEEC, il n'a été possible de connaître ni leur mode de calcul sur les besoins et ni la projection d'activité de chaque service. Il semblerait que « le référentiel ASE reste, encore pour 2010, le seul appliqué ». A nous d'ajuster les choses en les rappelant à leurs souvenirs.
De plus, les décideurs semblent vouloir attendre les rendus des EG pour le faire : ne les laissons pas détourner les EG de leur but, à savoir rendre des propositions, à partir de l'expertise de professionnels de terrain, sur le sens que doit avoir le travail social aujourd'hui et son adéquation avec les missions du service public.
Lors du mouvement au printemps 2010, tant les élus que les DG reconnaissaient l'augmentation de la demande sociale et la surcharge de travail dans les CDAS mais nous opposaient les difficultés financières du CG. Seule la création d'un poste de REF dans le pool de

*L'info SUD c'est aussi un site internet:* **sud-departementaux.org**

Syndicat Sud Départementaux 35 – Hôtel du Département – 35042 Rennes Cedex
téléphone : 02 99 02 39 82 télécopie : 02 99 02 39 91 mel : sud-departementaux@cg35.fr
permanence : Rennes Beauregard – bâtiments modulaires - porte 32

**** Réponse du Président à notre courrier du 11 octobre 2010**, dans lequel nous demandions la suspension de toute décision de réorganisation de l'action sociale départementale avant la présentation des conclusions des EG aux élus :*
*Le PCG rappelle « qu'à aucun moment une interruption des réflexions liées au NPVS n'a été envisagée », et (réponse du berger à la bergère) que nous avions « fort logiquement rappelé à l'administration que la co-organisation de ce processus ne valait pas renoncement aux actions revendicatives. Symétriquement, elle ne vaut pas pour moi abandon de notre projet .»*
*Pour SUD, le **maintien du boycott au NPVS** reste d'actualité puisqu'il n'a toujours pas été entendu que les agents ont d'abord à se pencher sur des problématiques plus larges portant sur les fondamentaux de l'action sociale avant de penser organisation et outils.*

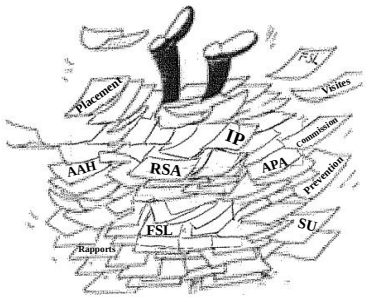
remplacement a été obtenue et les horaires d'ouverture au public modifiés…

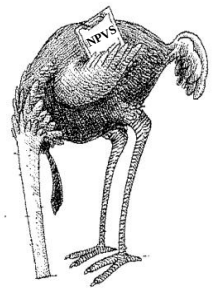
**Ça suffit !**

L'ampleur du mouvement de grève du printemps 2010 se passe de commentaires supplémentaires sur le ras-le-bol général quant aux conditions de travail dans les CDAS : désorganisation, personnels non remplacés, augmentation de la demande sociale non compensée… Du coup, les agents des CDAS se démènent pour abattre le même travail avec les mêmes moyens et maintenir un service de qualité rendu aux usagers. L'étude menée par SUD auprès de ses adhérent-e-s met en relief un fort état de souffrance au travail. (cf. Sud Inter CDAS de novembre 2010). Il devient urgent de réagir avant l'effondrement complet !

*« Le temps passé à réorganiser les bureaux, à refaire les organigrammes, à modifier les circuits hiérarchiques ou fonctionnels, est autant de temps pris sur l'action en vue des publics. On ne peut pas ne pas changer mais lorsque la décision est prise de changer, il est important de vérifier qu'il reste suffisamment de temps pour se livrer aux tâches finales et de faire au moins le nécessaire. » JM BELORGEY (06/12/2010)*

Aujourd'hui, après un automne occupé par la défense de nos retraites, nous avons souhaité nous mobiliser autour de la réflexion sur les thèmes soulevés par les EG.




Pour autant, la charge de travail n'a pas diminué et les préoccupations restent les mêmes. Nous nous retrouvons dans une situation paradoxale (qu'aurait pu aussi relever Mr Belorgey, grand témoin des EG) : une administration qui refuse de répondre à la revendication sur les moyens et qui peine à trouver des solutions pour que ses agents puissent participer à une démarche portée par le Département !
Des marges de manœuvre (même faibles) ne sont possibles que si nous nous manifestons de nouveau : c'est comme à la cantine, quand y a du rab, faut demander !

**Mais SUD ne compte pas se contenter des miettes pour les CDAS !**

Nous réclamons des postes afin que les agents cessent de devoir effectuer des heures supplémentaires, cessent de prendre sur leur temps de repos pour rattraper leurs retards, puissent partir en formation, puissent choisir leur temps de travail (temps partiel), ne sacrifient plus les temps de formation et d'échanges pluridisciplinaires et partenariaux…

**Exigeons le rétablissement des référentiels et leur application, un REF et un psychologue par CDAS, le renfort du secrétariat ASE.**

**Dès à présent, pour ne pas être en reste, organisons de nouvelles actions !**

Je souhaite : avoir des renseignements sur Sud ❑ adhérer à Sud ❑

nom :
prénom :
CDAS :

à retourner sous enveloppe à : Syndicat Sud Départementaux 35 - Hôtel du Département - 35042 Rennes Cedex